

Pourquoi ne crachons-nous pas les quatre vérités?

Doit-on dire la vérité ou rester muet sous l'effet de la peur? Doit-on écrire en toute honnêteté intellectuelle ce que nous avons vu ou le décrire en fonction des observations et des opinions des autres?

Ces interrogations ne se poseraient pas si la scène politique nationale n'était pas vulnérable et pleine d'étroitesse d'esprit et de mauvaise perception. Mais je n'ai cure de la satisfaction des autres et je m'en fous de l'avis de toute partie si toute la Mauritanie s'oppose à ce que je dis.

Notre objectif consiste à sortir la démocratie indemne d'une situation qui s'achemine vers la chute et nous devons tenir compte des tempêtes quand souffle la douce brise. N'est-ce pas là un but louable?

Je ne demanderai pas aux autres de juger quand la chance choisit le camp de leur adversaire mais ils ne peuvent m'imposer le deuil pour cette raison, ni d'éviter la vérité qui se dresse devant moi. Un tel égarément intellectuel a de graves complications qu'il faut éviter. J'ai écrit mon évaluation de la situation du pays de façon acerbe face à un pouvoir blessé sans que j'accorde la moindre importance à ce qui peut en découler et je dois revenir à la charge car le moment est décisif.

Dans ma lettre (du 26 août 2003) intitulée "Lettre ouverte au Président de la République", j'ai abordé la situation générale du pays, en mettant l'accent sur des points importants constituant un cauchemar pour la confiance et la crédibilité de l'Etat et les capacités du peuple. J'ai expliqué comment la corruption s'est généralisée dans l'administration et les établissements publics. Le Président l'a reconnu publiquement pour la première fois au meeting d'Aleg quand il a parlé des détournements et du gaspillage des deniers publics et s'est engagé à créer un nouveau secrétariat pour combattre la corruption et la concussion. Par ailleurs j'ai longuement expliqué le paysage politique en abordant les sentiments des gens, la qualité des dirigeants de la phase, les créateurs d'opinion publique et ceux qui l'orientent. J'ai affirmé que les protagonistes politiques ne reconnaîtront pas le résultat des élections qui seront objet de recours et de condamnation si l'un

des concurrents du président ne les remporte pas. J'ai également souligné que l'enthousiasme et la ferveur aveugles dominent car les sentiments sont chauffés à blanc, l'influence des certains aspects de forme balait le pays et l'opposition caresse l'idée de la victoire, ce qui pousse les dirigeants à miroiter le succès et à penser que la popularité de leur concurrent ne lui permet pas de gagner et partant qu'il dépend du truquage et de la fraude.

J'ai écrit noir sur blanc dans ma lettre: " Nous sommes devant une situations que tous s'accordent à qualifier d'inquiétante et de sombre, devant un tournant périlleux: la fin d'une étape et le début d'une autre. Les résultats des prochaines élections - si justes soient-elles- seront objet de recours et de condamnation si l'un de vos concurrents ne les remporte pas et si toutes les garanties sûres et nettes de transparence ne sont pas données. Le danger réside dans le fait que ces élections paraissent saturées d'acteurs politiques depuis l'aube de l'indépendance jusqu'aujourd'hui et constituent la dernière occasion pour l'ancienne génération en terme de crédibilité. Par ailleurs, elles incarnent une accumulation quantitative pour un régime dont on n'accepte plus que le changement. Par conséquent, la tentative d'influencer profondément la phase devient générale et impétueuse et son danger provient du fait qu'on la gère par des sentiments fanatisés de la part d'un groupe du passé, préoccupé par les enjeux du présent plutôt que ceux de l'avenir... Un groupe qui désire vivre sa victoire et son succès après une période de lutte, d'absence, de contestation ou de haine, qui veut porter le toast de son triomphe ou brouiller les cartes de la phase dans un même panier selon le principe "je sombre avec mes ennemis". A la lumière de l'analyse, j'avais demandé trois choses essentielles:

- Accorder le maximum de transparence à l'opinion publique nationale pour écarter l'arbitraire dans l'évaluation du processus et éloigner le spectre de la violence et des tensions.

- Accepter l'alternance et quitter le pouvoir en cas de victoire de l'un des protagonistes politiques.

- Entreprendre des changements majeurs dans l'appareil de l'Etat et dans les processus politique et administratif.

A l'issue des opérations électo-

rales, nous avons assisté à ce qu'on peut considérer comme une suite favorable à ma lettre. Il s'est avéré que les mécanismes et les moyens de l'Etat ont été tenus à l'écart de l'opération de propagande et que de grandes opportunités ont été accordées à la presse locale et étrangère et aux représentants des candidats pour le contrôle et l'observation. Par ailleurs l'administration a prouvé qu'elle comprend les instructions de neutralité, la presse nationale a fait une couverture vivante et remarquable dans laquelle elle a interviewé (sur toute l'étendue du territoire national) les représentants de tous les candidats et le Président a déclaré à Nouadhibou et à Nouakchott qu'il accepte et bénit l'alternance quand elle intervient, mais que c'est le peuple qui en décide et son programme comprend la réforme de l'administration.

D'autre part, selon les hypothèses les plus objectives, il y a une unanimité - en dehors du préjudice que cela fait subir au processus démocratique - sur le fait que les tribus sont des machines électorales autrement plus efficaces que les partis et que les cadres traditionnels (notables, cheikhs, chefs, tribus, commerçants) mobilisent les électeurs mieux que les grands intellectuels, les dirigeants politiques et les cadres indépendants (nous n'y sommes pour rien). Loin des inconvénients de cette situation, Ould Taya a conservé intacte sa popularité au sein de ses milieux traditionnels : tribus, chefs, cheikhs... Aucune tribu, aucune région, aucune confrérie religieuse, aucun groupe économique n'ont fait défection. Par ailleurs le groupe parlementaire du PRDS n'a enregistré que le retrait d'un seul individu (un député de la circonscription d'Aleg). Il en est de même pour le PRDS au niveau des communes car sur 216 maires seul celui de Nbeika a fait défection. D'autre part la majorité présidentielle reste toujours homogène, représentant les partis les plus populaires sur l'échiquier politique à la lumière des législatives de 2001 où l'UDP a obtenu 19,46%, le RDU 8,06% et le PRDS 61%. En outre Ould Taya a pris deux mesures positives qui ont positivement influencé sa popularité à la veille de la campagne : (i) la nomination de Maître Sghair Ould M'Barek premier ministre parmi la couche des haratines; (ii) dans sa campagne il a mis l'accent sur la jeunesse pour polariser le dynamisme et la ferveur. Le résultat - sans recourir à aucune autre justification - proclamé par le Ministre de l'Intérieur appuie cette thèse, même

si l'a été obtenu dans un climat de recul de l'ouverture sur les protagonistes, de tension sécuritaire, de désarroi psychologique, de sentiments fanatisés et de pression morale sur les candidats, autrement dit la défaite des aspects moraux du processus politique. Les manifestations de fraude - planifiée par l'administration et influençant les résultats en accordant de vastes domaines pour les votes multiples ou en modifiant le résultat - ne se sont pas produites de l'aveu même des représentants des candidats comme nous l'avons tous observé. Mais l'ouverture de l'administration sur les protagonistes et sa disponibilité pour résoudre tous les problèmes et éclaircir certaines situations furent totalement absentes - à la différence des élections passées - sans pour autant avoir la moindre influence sur la qualité et l'efficacité du matériel électoral. Les partis de l'opposition ont réalisé le même score que celui de 2001. Ainsi Messaoud a obtenu 5,30% comme son ex-parti crédité de 5,38%, Ahmed Ould Daddah 6,89% contre 5,76% en 2001. Par contre le résultat de Maaouya a connu une nette augmentation de 5,12% contrairement aux prévisions dans un climat où l'on parlait beaucoup de la dégradation de la situation. Il s'est avéré que la défaite de son parti en 2001 est due au vote sanction de certains mécontents de son camp.

La tentative de coup d'Etat aurait pu avoir une grande influence sur l'exploitation par les partisans de Maaouya de slogans comme la sécurité et la stabilité pour couvrir les échecs économiques et justifier l'arbitraire de l'administration. Il semble que le gouvernement a réussi dans son explication du coup d'Etat comme un accident de parcours qui n'a pas pu changer l'orientation. Mohamed Khouna Ould Haidalla a réédité l'expérience faite en 1992 par Ahmed Ould Daddah et s'est assis sur un fauteuil éjectable (une alliance aux contradictions aiguës) derrière le slogan "des signes favorables du changement". Il a pu - dans un court laps de temps, avec peu de moyens et de nombreux handicaps (conurrence des alliés et rigidité de la direction de la campagne) - réaliser un score meilleur que celui des quatre autres candidats réunis, Ould Taya excepté. Certes il a représenté la nouvelle opposition radicale à Maaouya, malgré la modération qui le caractérise lui et l'UFP et il a été l'adversaire acharné et abhorré de Maaouya. D'ailleurs on l'a qualifié d'injuste et il a été victime de vexations et de critiques

virulentes.

Les résultats de Mohamed Khouna Ould Haidalla et ceux de Messaoud ont dissipé les craintes selon lesquelles Messaoud est le principal moteur de la couche des haratines et le courant islamique peut bouleverser les équilibres politiques du pays. Il s'est avéré que cette hypothèse que j'ai beaucoup soutenue n'est pas objective, le moins dans la situation actuelle. Le score d'Ahmed Ould Daddah constitue une défaite électorale mais représentée - sur un autre plan - le résultat honorable d'une position ferme et l'honneur de la volonté de rester sur la ligne de l'opposition. Le même mérite revient à Messaoud Ould Boukheir qui est resté ferme sur sa position politique. J'ai fait entendre tacitement à Ould Haidalla que les chances de l'opposition ne dépassent pas le tiers et qu'ils doivent axer au premier chef sur le début de la coordination et la fusion de leur résultat dans un cadre unique pour revenir à la case départ de 1992, c'est à dire récolter le tiers des résultats. Le conserver et l'utiliser pour renforcer l'opposition lors des prochaines élections législatives et municipales, consolider sa structure interne et renforcer ses premières lignes pour préparer les prochaines présidentielles. L'hypothèse objective de la victoire de Maaouya ne m'a pas poussé à collaborer avec sa campagne, ce que j'ai refusé mais elle était objective. Je dois le reconnaître et m'en souvenir quand je veux conseiller un ami. Je m'attendais à ce que le résultat fût conforme à celui proclamé.

Les élections se sont terminées par les grandiloquents discours nécessaires à la concurrence et les critiques mutuelles et toutes les séquelles doivent s'évaporer (les séquelles de l'opération de propagande et de l'opération électorale). Il faut libérer Monsieur Mohamed Khouna Ould Haidalla et ses collaborateurs et nous devons tous respecter la déontologie de la démocratie, accepter la défaite, faire preuve d'esprit de citoyenneté et de responsabilité, préserver la sécurité et la stabilité du pays et ne pas laisser le slogan "La Patrie d'abord" à Maaouya seul. Chaque citoyen qui croit à son devoir et à son patriotisme doit faire sien ce mot d'ordre.

**MOHAMED MAHMOUD OULD BEKKAR
DIRECTEUR DE LA REVUE AL KHAIMA**